

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Educo : une enquête globale menée auprès de 8000 enfants révèle qu'un enfant sur dix, dans le contexte de la crise de la COVID-19, ne peut pas poursuivre sa scolarité.

L'ONG de défense des droits de l'enfant Educo exhorte les gouvernements à s'assurer que les enfants sont écoutés et disposent des opportunités de participer et d'accéder à un apprentissage de qualité durant la pandémie.

17 novembre 2021 – La nouvelle enquête globale d'Educo, menée auprès de presque 8000 participants, révèle qu'un enfant sur 10 n'a pas pu continuer à étudier durant la pandémie. Les enfants mentionnent les fermetures d'écoles et le manque d'accès aux outils numériques et à internet comme les principaux obstacles à la poursuite de leur scolarité. Le rapport global d'Educo, **La voix de 8000 enfants : le Droit à l'Éducation et à la Participation post COVID-19 expliqué par les enfants du monde**, analyse les réponses de filles et de garçons âgés de 6 à 18 ans dans 12 pays d'Asie, d'Amérique latine, et d'Afrique, ainsi qu'en Espagne.

L'étude indique que l'école manque à la majorité des enfants (81%) qui préfèrent étudier en classe, que moins de la moitié d'entre eux (45%) ont pu fréquenter physiquement l'école à un moment ou à un autre, et qu'environ un quart n'ont pas eu d'autre choix que de suivre un enseignement à distance.

"Un nombre écrasant d'enfants nous disent que l'école leur manque et qu'ils veulent continuer à étudier. Mais ils rencontrent également des difficultés, car leurs opportunités d'apprentissage et de loisirs sont limitées. Bien souvent, ils ne bénéficient pas du soutien adéquat dont ils ont besoin pour poursuivre leurs études", déclare Pilar Orenes, Directrice générale d'Educo.

Elle ajoute : "Même si certains enfants ont pu se rendre à l'école, la transition vers la nouvelle normalité n'a pas été la même pour tous. Nous craignons que les enfants les plus défavorisés qui n'ont reçu que peu ou pas de soutien soient contraints d'abandonner l'école et que d'autres, plus nombreux encore, se désintéressent des études car ils n'ont pas été en mesure d'affronter la nouvelle normalité."

Principaux résultats

Environ 1 enfant sur 10 (11%) n'avait pas été en mesure d'étudier, par quelque moyen que ce soit, dans les six mois qui ont précédé l'enquête. Les enfants interrogés en Inde et au Bangladesh avaient une probabilité trois fois plus élevée que la moyenne de ne pas pouvoir continuer à étudier, tout comme les enfants âgés de 12 à 18 ans, en particulier ceux qui vivent au Burkina Faso (1,5 fois la moyenne, lorsque les données sont ventilées par âge).

Parmi les enfants qui n'ont pas pu étudier, environ 67% ont désigné les fermetures d'écoles et l'absence d'alternatives adaptées à leurs réalités comme les raisons principales de l'abandon des études. Ils ont également mentionné le manque de

ressources technologiques, la pauvreté et le manque de soutien de la famille. Par ailleurs, 11% des enfants interrogés ne souhaitaient pas continuer à étudier, et ce pour diverses raisons telles que le désintérêt pour l'école, le sentiment de découragement face aux études et le manque de ressources, entre autres.

La majorité des enfants interrogés ont déclaré que l'école leur manquait. En Bolivie, ils manifestent ce sentiment dans une proportion deux fois supérieure à la moyenne, suivis par les enfants qui vivent en Inde et au Guatemala, autant de pays qui ont imposé de sévères restrictions aux interactions présentiels.

En raison de la fermeture des écoles, l'option de l'enseignement à domicile a été très utilisée en Bolivie (quatre fois plus que la moyenne), ainsi qu'au Guatemala et aux Philippines, qui comptent parmi les rares pays à ne pas avoir ouvert leurs écoles depuis plus de 18 mois.

Les enfants qui vivent au Nicaragua, au Mali et en Espagne ont eu davantage de possibilités de se rendre à l'école, soit parce qu'il n'y a pas eu de fermeture, soit parce que la durée des fermetures a été moins longue.

Alors que près de la moitié des enfants interrogés ont le sentiment d'avoir participé, environ 18% d'entre eux ne se sont pas sentis écoutés et considèrent que personne n'a compté sur eux pour prendre des décisions durant la pandémie. Le sentiment de ne pas avoir été écoutés est deux fois plus marqué chez les enfants qui ont répondu à l'enquête au Bénin, suivis des enfants d'Inde et du Mali. "Ce sont eux qui décident et c'est nous qui le faisons", a déclaré une fille du Bénin à propos des adultes. "Parce que tu es un enfant, tu ne sais rien", a commenté une adolescente indienne.

Parmi les exemples qui illustrent le manque de participation, les enfants mentionnent l'impossibilité de sortir de chez eux, le fait que les familles, les écoles et les gouvernements ont pris des mesures sans demander l'avis des enfants et des adolescents, qu'ils ne leur ont pas permis d'exprimer leur opinion ou qu'ils ne leur ont pas donné d'explications sur les raisons de ces mesures.

Le rôle des enfants durant la pandémie

"Nous savons par expérience que les enfants sont capables d'apporter leur contribution même en période de pandémie. Nous avons vu des enfants enseigner à leurs pairs ou collecter des fonds pour ceux qui se trouvaient dans le besoin. Au niveau le plus élémentaire, nous devons d'abord les écouter", affirme Pilar Orenes, ajoutant qu'"alors même que les enfants ont été les plus touchés par la pandémie, ils n'ont pas eu la parole ni l'opportunité de participer aux décisions relatives à leur bien-être".

Le rapport révèle également que près de la moitié des enfants interrogés (49,19%) ont déclaré vouloir une meilleure école que celle qu'ils avaient auparavant, à savoir de meilleures infrastructures, davantage d'espaces pour apprendre et jouer, et des pratiques d'hygiène et de santé appropriées.

"Pour minimiser les pertes d'apprentissage [dues aux années perdues pendant la pandémie], le gouvernement doit mettre davantage l'accent sur l'éducation", affirme un enfant interrogé au Bangladesh. Les enfants veulent par ailleurs que les écoles soient mieux équipées, que les nouvelles technologies soient présentes, qu'il y ait plus de livres, de matériel et de jeux, et que tous ces moyens les aident à acquérir les compétences nécessaires pour un monde numérique. Les enfants demandent également du matériel d'hygiène, l'accès à l'eau potable et aux vaccins, ainsi que des moyens de surmonter la solitude et l'isolement qu'ils ont connus, et souhaitent que des efforts soient déployés pour améliorer la santé mentale.

Pilar Orenes ajoute à cet égard : "La conclusion la plus importante du rapport global est que la COVID-19 a creusé les inégalités qui existaient déjà, exacerbé la pauvreté, augmenté le nombre d'enfants qui abandonnent l'école et, pire encore, empêché ceux qui avaient quitté le système scolaire d'y retourner".

Educo appelle les gouvernements et les donateurs à agir sur la base des recommandations suivantes :

- S'attaquer à la fracture numérique en veillant à ce que les enfants aient accès à internet et à des dispositifs technologiques fiables et, avant tout, à ce que les écoles disposent des infrastructures adéquates et que les enseignants soient formés aux exigences du contexte éducatif actuel. Des services de santé mentale doivent par ailleurs être mis à la disposition aussi bien des élèves que des enseignants.
- Intensifier les efforts qui visent à réduire la pauvreté des enfants et étendre les programmes de protection sociale aux enfants et aux familles les plus pauvres et les plus défavorisés, afin de prévenir les abandons scolaires, le désintérêt des élèves pour les études, et d'augmenter le nombre d'inscriptions durant la reprise post COVID-19. Adopter des mesures spécifiques pour réintégrer dans le système éducatif les enfants déscolarisés durant une période prolongée, et promouvoir des alternatives éducatives.
- Veiller à ce que les réouvertures d'écoles soient parfaitement préparées, en particulier dans certaines des zones les plus pauvres, par l'implémentation de protocoles sanitaires de base et la garantie de l'accès aux vaccins, à l'eau potable et au matériel d'hygiène, aspects déjà négligés avant la pandémie.
- Privilégier, dans la mesure du possible, l'enseignement en présentiel, en procédant aux ajustements nécessaires pour maintenir les mesures de sécurité sanitaire.
- Offrir aux enfants la possibilité de participer significativement aux processus de décision.

"Nous devons accorder aux enfants l'attention qu'ils méritent, les rendre visibles et les écouter, car ce sont eux les plus gravement touchés par la crise. À ce stade de la pandémie, nous devons utiliser tous les moyens mis à notre disposition pour proposer des solutions inclusives qui atteignent les personnes qui se voyaient déjà exclues de l'éducation avant la pandémie. C'est là une opportunité de progresser vers des modèles éducatifs plus résilients et mieux adaptés aux besoins d'apprentissage de chaque pays et communauté", conclut Pilar Orenes.

----- FIN DU COMMUNIQUÉ-----

NOTES À L'ATTENTION DE LA RÉDACTION :

Educo est une ONG globale de coopération au développement, axée sur l'éducation et la protection de l'enfance. Elle intervient dans 14 pays à travers des projets auxquels participent plus de 800 000 enfants, adolescents et jeunes personnes.

Le nouveau rapport global publié cette année par Educo, Enquête globale 2021 : la voix de 8000 enfants (le Droit à l'Éducation et à la Participation post COVID-19 expliqué par les enfants du monde), est une enquête à laquelle ont participé près de 8000 enfants provenant de 12 pays en Asie, en Amérique latine, en Afrique, ainsi qu'en Espagne. Les opinions des enfants ont été recueillies par le personnel et les partenaires de l'Organisation, au moyen de questionnaires en ligne, d'entretiens téléphoniques et d'interviews en présentiel. L'enquête globale a été menée du 17 juin au 23 août 2021. Des filles (53,66%) et des garçons (45,81%) y ont participé, dont 50,73% étaient âgés de 12 à 18 ans et 44,75% de 6 à 11 ans. 4,52% des réponses ont été données par d'autres tranches d'âge.

En 2020, Educo a réalisé sa première étude globale auprès des enfants. Cette enquête a révélé que ce qui leur manquait le plus correspondait à des activités indispensables au bien-être relationnel, comme aller à l'école, voir leurs amis, etc. Leurs plus grandes préoccupations étaient liées à l'impact potentiel du virus sur la santé de leur famille et sur leurs moyens de subsistance, ainsi qu'à l'incertitude ou à l'optimisme quant à leur avenir.